

La Prévoyance vieillesse 2020: pour assurer le financement nécessaire et maintenir la qualité de vie

La principale question à laquelle doit répondre la prévoyance vieillesse est celle-ci: qu'est-ce qui porte le moins atteinte à la qualité de vie des citoyens? Pour Travail.Suisse, il ne fait guère de doute qu'un financement supplémentaire raisonnable est préférable à une réduction des rentes ou à un relèvement de l'âge de la retraite. Boucher le trou de l'AVS en réduisant de 20% les rentes ou en prolongeant de trois ans l'âge de la retraite n'est tout simplement pas acceptable par la majorité de la population. Le train de mesures proposé par le Conseil fédéral en tient compte, même s'il est améliorable sur certains points.

1 Rapport du Conseil fédéral à l'attention de l'Assemblée fédérale sur l'avenir du II^e pilier, p. 84.

2 Infrast, Altersrücktritt im Kontext der demografischen Entwicklung, 2012.



Matthias Kuert Killer
Responsable de la
politique sociale,
Travail.Suisse, Berne

Travail.Suisse ne rejette pas a priori l'adaptation du taux de conversion minimal. Celle-ci doit, cependant, s'accompagner de mesures de compensation substantielles. Les générations qui partiront à la retraite entre 2020 et 2040, et dont les revenus se situeront entre 50 000 et 84 000 francs (limite supérieure de la LPP), pourront compter sur des rentes (I^{er} et II^e piliers confondus) représentant entre 52 et 59% de ceux-ci¹. L'objectif fixé par la Constitution n'est atteint que de justesse. Les mesures proposées par le Conseil fédéral – déduction de coordination amoindrie, bonifications de vieillesse augmentées pour les 35–54 ans, apport du Fonds de garantie de la LPP – vont dans la bonne direction. Il n'est pas du tout sûr qu'une diminution aussi brutale du taux de conversion – même accompagnée de mesures compensatoires – soit acceptable par la majorité. En outre, en ce qui concerne les mesures à court terme, il ne faut pas s'adresser au Fonds de garantie de la LPP, mais à l'AVS en raison du principe de répartition.

Il faut intégrer les réalités du monde du travail

Les études préliminaires à la réforme 2020 montrent que les entreprises ne sont pas prêtes à employer un nombre suffisant de travailleurs âgés². Plusieurs signes indiquent, au contraire, que ces derniers ne sont pas épargnés en période de licenciements. Le défi consiste donc surtout à mener davantage d'employés à l'âge légale de la retraite dans de bonnes conditions. La retraite flexible et le travail partiel peuvent être une réponse. Dans le premier cas, le salarié qui bénéficie de revenus modestes doit pouvoir choisir la date de sa retraite en fonction de sa situation professionnelle et de son état de santé. Il faut, pour cela, un bon matelas social. Ce n'est que justice, puisque les bas salaires ont une espérance de vie nettement plus faible que les autres. Les conditions formulées par le Conseil fédéral sont trop restrictives en la matière. Ce dernier reconnaît, par contre, l'importance d'une meilleure protection sociale du travail partiel. Si le relèvement de l'âge de la retraite des femmes devait réunir une majorité, il faudrait que les améliorations soient substantielles et s'adressent prin-

cipalement à elles. Un bon matelas social et une meilleure protection du travail partiel sont donc des nécessités politiques.

Des sacrifices en matière de financement: soit, mais la Confédération doit suivre

La hausse de la TVA représente un sacrifice nécessaire à la pérennité de l'AVS. Cela n'est vrai que si les recettes supplémentaires bénéficient pleinement à cette assurance sociale et ne compensent pas une diminution de la contribution fédérale. Si c'était le cas, une hausse de la TVA ou des prélèvements sur salaires serait beaucoup plus mal acceptée et ébranlerait l'ensemble du financement. Le mécanisme d'intervention prévu a déjà échoué lors de la révision 6b de l'AI. Comment peut-on imaginer de réduire automatiquement les rentes AVS? Un tel mécanisme ne doit concerner que les recettes. On serait, dès lors, sûr que les cotisations ou la TVA ne seraient relevées qu'en cas de nécessité.

Les assurés sont déjà suffisamment remontés contre les primes de risque abusives et la répartition inéquitable des excédents. Ils ne seront pas prêts à payer davantage pour des prestations inchangées si, dans le même temps, les sommes supplémentaires ne profitent pas à l'assurance-vieillesse. Il est normal que le Conseil fédéral veuille mieux contrôler les assurances-vie. Le train de mesures proposé aurait, toutefois, plus de chances d'être accepté si cette décision profitait financièrement aux assurés.

Le projet de *Prévoyance vieillesse 2020* ne dégagera une majorité que s'il est capable de maintenir la qualité de vie de la population. Travail.Suisse est convaincu que les citoyens préféreront un financement supplémentaire raisonnable à une réduction des rentes ou à un relèvement de l'âge de la retraite. ■